

ramses 2022

SOUS LA DIRECTION DE THIERRY DE MONTBRIAL ET DOMINIQUE DAVID

ifri



AU-DELÀ DU COVID

- SORTIR DU COVID
- LA COURSE À LA PUISSANCE
- 30 ANS APRÈS LA CHUTE, L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE

DUNOD

Quel horizon pour la France au Sahel ?

Un doute grandissant

En dépit des efforts militaires, la situation globale se dégrade au Sahel et l'instabilité sécuritaire se diffuse. Plusieurs États ont connu dans les mois passés des secousses politiques préoccupantes. Paris doit redéfinir ses objectifs et ses moyens, entre un *statu quo* et un retrait également intenable.



La situation sécuritaire continue à se dégrader au Sahel, en dépit de la valse de sommets et autres « réunions de haut niveau », et aux bilans toujours « encourageants ». À force de ne pas définir correctement les lames de fond des évolutions sahéliennes et de traiter les symptômes sans intervenir sur les causes profondes des violences, la communauté internationale et les États sahéliens échouent avec constance à limiter l'extension du domaine de la lutte armée. Augmentation du nombre d'attaques, de victimes, d'acteurs de la violence et/ou de la sécurité, concaténation de conflits ultra-localisés se reformulant en insurrections armées, dont certaines se branchent sur des dynamiques djihadistes aux agendas plus globaux : le théâtre des violences sahéliennes se complexifie, s'étend, s'approfondit.

Les pays sahéliens ne font pas tous face à la même situation. Alors que la Mauritanie n'a plus connu de violence sur son territoire depuis onze ans, le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont des problèmes sécuritaires de plus en plus préoccupants.

Le sommet de Pau du 13 janvier 2020 avait été convoqué par la France, pour redemander solennellement aux dirigeants sahéliens si Paris était toujours désiré comme partenaire de lutte contre le terrorisme... La réponse positive réitérée par les dirigeants sahéliens s'est accompagnée d'un effort de coordination politique avec la création de la Coalition pour le Sahel. Cette dernière, fortement poussée par Paris et les Européens, est une sorte d'organisation faïtière devant relayer le plaidoyer pour les pays sahéliens et coordonner différentes initiatives en quatre « piliers » : lutte contre le terrorisme; renforcement des appareils de sécurité nationaux; organisation du « retour de l'État » dans les zones reconquises; développement économique.

Les 15 et 16 février 2021, le sommet des chefs d'État du G5-Sahel devait faire à N'Djamena le bilan des orientations de Pau, évaluer les différentes mises en œuvre et les évolutions sécuritaires plus récentes. Les évolutions internes ont été majeures dans l'année écoulée, puisque trois élections, la mort violente d'un président en poste et trois coups d'État sont venus ponctuer l'agenda politique. La France, en dépit des déploiements de la Force conjointe du G5-Sahel (FC-G5S),

du bataillon tchadien envoyé dans la zone des trois frontières et de la force européenne Takuba, reste en première ligne sur la lutte contre le terrorisme : une position de plus en plus difficile à assumer tant vis-à-vis des opinions publiques sahéliennes que de l'électorat français, à moins d'un an de l'élection présidentielle.

De Pau à N'Djamena, quelles avancées ?

Le sommet de N'Djamena, contrairement à celui de Pau, était un sommet ordinaire des chefs d'État du G5-Sahel, marquant la fin de la présidence mauritanienne et le passage de relais à Idriss Déby Itno à la tête de l'institution. Devant les difficultés de la structure, tant en matière de sécurité qu'en matière de développement, différents audits internes avaient préalablement pointé les dysfonctionnements et les réformes nécessaires du G5, certaines devant être entérinées par le sommet. Celui-ci prenait un relief particulier avec une présence extra-sahélienne ; le président Emmanuel Macron et Antony Blinken, nouveau secrétaire d'État américain, étant en effet présents à distance.

Le bilan post-Pau a été jugé « très positif », les chefs d'État se félicitant notamment de la « coordination entre les armées nationales, la Force Barkhane et la FC-G5S », matérialisée par la mise en place du Mécanisme de commandement conjoint (MCC) et par des opérations conjointes¹ dans le Liptako-Gourma. Était aussi souligné l'affaiblissement des mouvements terroristes avec l'élimination de certains *high-value targets*, comme l'émir et le vice-émir d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Abdelmalek Droukdel et Yahia Abou el-Hammam, ainsi que le chef militaire du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), Bah Ag Moussa.

Au-delà de ce tableau, la rencontre se déroulait dans un climat d'inquiétude. La première préoccupation portait sur le manque de coordination avec les pays ouest-africains n'appartenant pas au G5-Sahel, témoignant en creux d'une crainte de débordement des violences vers les pays côtiers, déjà commencé au nord-est de la Côte d'Ivoire, alors que certains spécialistes parlent de cellules dormantes au nord de plusieurs riverains de la frontière sud du Burkina Faso. D'autres études évoquent un écoulement de l'or de zones d'orpaillage burkinabées contrôlées par les djihadistes vers certains marchés béninois et togolais – filières qui permettraient aux djihadistes un accès facilité à des ressources logistiques et en armes. Enfin, la dynamique du nord-ouest du Nigeria fait l'objet de fortes préoccupations, les milliers de bandits armés qui hantent ces régions de la Fédération commençant à s'allier avec des éléments djihadistes. Progressivement, Niamey, géographiquement proche du nord-ouest nigérian, se retrouve encerclée de zones conflictuelles.

La seconde inquiétude concernait la stabilité du Liptako Gourma. Elle devait être renforcée par la venue d'un important contingent tchadien (1 200 hommes), qui risquait de provoquer l'annonce d'un début de retrait de la France, laquelle avait renforcé de 600 soldats supplémentaires le contingent Barkhane après le sommet de Pau. Les armées burkinabées, et surtout maliennes, étant toujours plus défaillantes, les contingents tchadiens et français semblaient les seuls éléments en mesure d'éviter un effondrement sécuritaire complet dans la zone des trois frontières.

1. Opérations Bourrasque, Éclipse, Sama 1 et 2.

Une année de renouvellement politique au Sahel

Cette instabilité va de pair avec une dégradation de la situation politique dans la zone. Le 18 août 2020, une junte chassait Ibrahim Boubacar Keïta du pouvoir après des mois de manifestations et de grèves contre le président malien. La colère sociale s'était manifestée dès l'automne 2019 autour de la question de la qualité des routes, puis s'était peu à peu étendue face à certaines mesures de gestion de la crise du Covid, ainsi qu'au maintien et aux conditions d'organisation des élections législatives de mars-avril 2021. La combinaison des pressions politiques internes et extérieures conduisait la junte à consentir à l'installation d'institutions civilo-militaires, censées conduire la transition politique jusqu'à de nouvelles élections. Un gouvernement de transition, avec un président et un Premier ministre civils, ainsi qu'un organe législatif transitoire, le Conseil national de la transition, étaient mis en place avant la fin 2020. Mais le 24 mai 2021, le président de la transition et son Premier ministre, Bah N'Daw et Moctar Ouane, qui constituaient un nouveau gouvernement, étaient placés en résidence surveillée par les forces armées – ce que les Maliens qualifient de « coup d'État dans le coup d'État ». Le colonel Assimi Goïta, homme fort de la junte et jusque-là vice-président, devient alors chef de l'État début juin 2021. La France réagit le 3 juin en suspendant à titre conservatoire sa coopération et les activités militaires conjointes avec l'armée malienne.

Quelques semaines plus tôt, Idriss Déby Itno remportait de très contestées élections présidentielles et entamait vaillamment un sixième mandat. Le 19 avril, le maréchal Déby décédait de blessures reçues² lors d'une visite à des bataillons de l'armée tchadienne combattant un mouvement rebelle du nord du pays, le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT). Ce mouvement, créé en 2016, s'était précédemment illustré en louant ses services dans la guerre en Libye. Il avait annoncé qu'il marcherait sur N'Djamena en cas de processus électoral insincère. En contradiction avec les textes qui prévoient, en cas de vacance du pouvoir présidentiel, un intérim assuré par le président de l'Assemblée nationale, une junte menée par l'un des fils du maréchal prend alors le pouvoir. Mahamat Idriss Déby, général de corps d'armée et commandant de la Garde républicaine, s'impose à la tête du Conseil militaire de transition (CMT) et suspend le gouvernement, avant de former un nouveau gouvernement de transition et de dissoudre l'Assemblée nationale. La présence du président Macron aux obsèques d'Idriss Déby et sa proximité affichée avec son fils sont interprétées, au Tchad comme dans de nombreuses chancelleries, comme une onction donnée à la junte.

Au Burkina Faso, le président Roch Marc Christian Kaboré est réélu au premier tour en novembre 2020 dans un contexte sécuritaire tendu, de nombreux bureaux de votes n'ayant pu fonctionner normalement. Au Niger, en avril 2021, Mohamed Bazoum, issu de la même formation (le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme) que le président sortant Mahamadou Issoufou, était élu au deuxième tour face à l'ancien président Mahamane Ousmane. Ce dernier n'acceptait pas les résultats, et des émeutes post-électorales éclataient. Sa désignation à la candidature par son parti avait déjà conduit à de nombreuses tensions, principalement du fait de son appartenance à une communauté très minoritaire au Niger (les Arabes) – certains parlent même de lui comme d'un « président libyen », en raison de son appartenance à la tribu des Ouled Souleymane.

2. Au moment de la rédaction de ces lignes, plusieurs versions contestent le discours officiel.

Désormais, quelle posture française au Sahel ?

On l'aura compris : la position de la France au Sahel est devenue délicate. Pour des segments de plus en plus larges des opinions sahéliennes, Paris est le parfait bouc émissaire des malheurs sahéliens : accusé, ici, d'être à l'origine des désordres, là d'être en dernier ressort responsable des problèmes de développement et de mal-gouvernance des pays comme grand marionnettiste des présidents en place. Le *french bashing*, appuyé ou non en coulisses par des rivaux géopolitiques de Paris, est devenu un problème, d'autant plus que malgré l'efficacité réelle du dispositif militaire français, la situation se dégrade.

Dans une interview du 30 mai 2021, Emmanuel Macron a évoqué un retrait partiel ou total de la force Barkhane, qu'il confirmait lors d'une conférence de presse le 10 juin. Dans cette conférence, il annonçait la fin programmée de l'opération Barkhane et donnait quelques indications sur la prochaine posture militaire française au Sahel : la participation à une future force internationale contre le terrorisme, et le fait que la France travaillerait avec les pays sahéliens qui le veulent bien (sous-entendant que cette coopération n'aurait aucun caractère automatique). Il laissait pointer également une certaine exaspération, soulignant le fait qu'il n'était plus pertinent que Barkhane libère ou sécurise certaines parties de territoire si les États ne se redéployaient pas dans les espaces reconquis. En fermant des bases, en réduisant le nombre de ses soldats, en favorisant des opérations de forces spéciales, la France sera toujours présente militairement au Sahel tout en étant moins exposée politiquement.

Le soutien, dans l'opinion publique française et l'ensemble du spectre des partis, a été relativement solide, depuis l'opération Serval jusqu'à récemment. Mais les pertes des armées, le coût croissant de l'opération, les images de manifestations anti-françaises, une situation qui globalement se dégrade et certaines justifications de l'opération de plus en plus contestées (par exemple sur la projection possible du terrorisme sahélien sur le sol européen) ont entamé le consensus. Des personnalités d'opposition n'hésitent plus à questionner la pertinence de la présence militaire au Sahel. Au sein même de la majorité présidentielle, certains la remettent désormais en cause. Dans une année pré-électorale, le président français semble n'avoir d'autre choix que de modifier substantiellement la posture de Paris au Sahel.

A. A.

Pour en savoir plus

- A. Antil, « Le G5-Sahel et le concept de "sécurité-développement" », *Recherches internationales*, n° 117, janvier-mars 2020.
- F. Clemenceau, « Mon pari pour l'Afrique », *Journal du dimanche*, n° 3881, 30 mai 2021.
- A. Tisseron, « La coopération sécuritaire et judiciaire en Afrique de l'Ouest face au défi de la lutte contre les groupes armés djihadistes », *Études de l'IRSEM*, n° 81, juin 2021.

